



## Les propositions des Créateurs

**Parce que l'entreprise est le lieu, non pas de l'exploitation du travail par le capital, mais bien celui de la création de la richesse et de sa répartition par le travail et l'emploi, il faut mettre la Très Petite Entreprise au cœur de toutes les décisions législatives et réglementaires en matière économique, sociale, fiscale et juridique.**

- **35 heures** : Exonération des charges entre la 35<sup>ème</sup> et la 40<sup>ème</sup> heures
  - o Pour **augmenter le pouvoir d'achat**, en premier lieu, des 5 millions de salariés qui ne sont pas passés aux 35 heures et ont vu leur revenus stagner
  - o Pour baisser le coût du travail qui pèse sur les entreprises et donc sur le pouvoir d'achat des consommateurs et, en retour, sur l'emploi
- **TVA sociale**, en transférant les charges sociales sur la TVA
  - o Pour garantir à terme la solidarité nationale
  - o Pour protéger l'emploi et baisser le coût du travail en France en rendant les produits nationaux plus compétitifs en France et à l'export
  - o Pour baisser les coûts de prélèvement et améliorer le montant des prestations
  - o Pour simplifier les prélèvements
- **Sauvegarde du CNE** et meilleure protection de l'entreprise en fin de contrat
  - o Améliorer l'accompagnement des chômeurs pour leur recherche d'emploi (formation-accompagnement)
  - o Inciter à la reprise d'emploi (avec différentiel de salaire compensé par les Assedic), par solidarité avec les travailleurs qui financent la solidarité
- **Formation et apprentissage**
  - o Revalorisation des filières et développement de l'ouverture des formations supérieures sur la base de l'acquis de l'expérience
  - o Développement des relations écoles/enseignants/entreprises
- **Lutte contre les défaillances d'entreprises** par la prévention, le conseil et les solutions contractuelles
  - o Pour rompre l'isolement du patron
  - o Pour que 70 000 patrons et conjoints ne perdent pas tout chaque année
  - o Pour limiter la destruction de 200 000 emplois salariés chaque année
- **Financement**
  - o Garantir l'accès au crédit, par toutes les mesures permettant d'orienter l'investissement vers les TPE (fiscalité et produits financiers)
  - o Orienter l'épargne vers le financement des TPE et PME
  - o Revoir la taxe professionnelle qui pèse sur la Trésorerie et l'investissement
  - o Réduire les frais bancaires abusivement élevés
- **Simplification**
  - o Par l'externalisation totale de la feuille de paye
  - o Réduire la charge administrative pesant indument sur l'entreprise et son activité
  - o Réduction du risque encouru par le patron face à une complexité imposée et pénalisante
  - o Réduction des coûts de fonctionnement des administrations
- **Garantir l'accès aux marchés** par une véritable concurrence saine et loyale, par la lutte contre les positions dominantes, les monopoles et les oligopoles
  - o Marchés publics
  - o Grande distribution, banques, grands opérateurs...
- **Logement**
  - o Rendre le 1% patronal à son usage d'origine et garantir le logement des travailleurs pauvres
- **Réforme de l'Etat**
  - o Par l'évaluation systématique des politiques publiques afin d'en garantir l'efficacité et en réduire le coût
  - o Renforcement dans les textes des notions de service et de conseil des administrations, sur celles de contrôle et de sanction